

Quelle question a dominé la campagne électorale? C'était l'emploi. Nous voyons cependant ce que font les conservateurs maintenant qu'ils ont 211 sièges à la Chambre. Je dois avouer, monsieur le Président, que j'étais secrètement ravi que les libéraux soient enfin défaits. J'avais espéré qu'une ère nouvelle commençait et qu'enfin, les promesses faites pendant la campagne électorale seraient tenues par le gouvernement et qu'à cause de cela, le public recommencerait à avoir confiance dans les hommes politiques et la politique en général. Mais, ô surprise, alors qu'on nous promettait des emplois pendant la campagne électorale, ce qu'on nous promet maintenant, ce sont des compressions budgétaires.

Le premier ministre (M. Mulroney) avait pourtant déclaré que le gouvernement accorderait la priorité à la création d'emplois. Mais que dit le discours du trône à propos des emplois? Voici ce qu'on y trouve:

Le chômage constitue le problème le plus critique du Canada et le plus grand défi que la nation ait à relever.

Ce n'est qu'une phrase, monsieur le Président. Que s'est-il passé entre le printemps et l'automne? De toute évidence, on a soufflé des choses à ceux qui sont maintenant au pouvoir et ce sont notamment Roland Frazee, de la Banque Royale et les John Bulloch de Bay Street qui ont l'oreille du ministre des Finances (M. Wilson), et même une autre partie de son anatomie. Ce sont eux qui parlent le plus fort, monsieur le Président. C'est leur avis qui compte. A ma connaissance, le ministre des Finances n'a consulté aucun représentant de la classe ouvrière avant de faire son exposé financier. J'ignore quels travailleurs le premier ministre a consultés avant de présenter son discours du trône. Ces gens-là n'ont pas été consultés.

Les jeunes recherchent la crédibilité, monsieur le Président, et ils n'en trouvent pas au sein de ce gouvernement. Le gouvernement actuel a une nouvelle obsession, celle du déficit. Les ministériels sont comme le cobra devant le charmeur de serpent, fascinés en quelque sorte par l'idée du déficit. Mais ils tenaient des propos bien différents au cours de la campagne électorale. Ils ne se souciaient guère alors du déficit. Le 10 juillet à Ottawa, alors qu'il cherchait à convaincre les Canadiens de lui faire confiance, le premier ministre a déclaré: «Toutes nos politiques visent à créer des emplois. Tout se paie, et j'ai dit que nous devrions payer à court terme pour relancer l'économie». Par ailleurs, le 24 août à Vancouver, il a dit: «On ne pourra manifestement prendre de mesures énergiques pour réduire le déficit tant que les taux d'intérêt n'auront pas baissé et tant que le Canada n'aura pas amorcé sa reprise. Des coupures massives à l'heure actuelle entraîneraient à coup sûr une récession».

Que s'est-il donc passé, monsieur le Président? Pourquoi le parti au pouvoir est-il à ce point obsédé par le déficit? J'estime que c'est à cause de la haute finance. De toute évidence, le premier ministre s'inquiète davantage de ce que ses amis de la haute finance peuvent dire du déficit, et c'est eux qu'il a choisis d'écouter. Au cours du débat télévisé, tenu pendant la campagne électorale, il avait convenu avec le chef de notre parti qu'il faudrait instaurer un impôt minimum. Mais était-il question dans le discours du trône d'un impôt minimum pour les riches? Vous pouvez parier votre dernier dollar que non! Le premier ministre entend lutter contre le déficit sur le dos des travailleurs et des chômeurs. Pourtant, les banques de notre pays sont les plus riches du monde. Alors même que le taux d'inflation à l'heure actuelle n'est que de 3 p. 100, elles prêtent leur argent

à un taux d'intérêt de 14, de 15, voire de 18 p. 100. Elles accumulent des monceaux d'argent. Contribuent-elles à réduire le déficit de notre pays?

• (1520)

Et que dire des cartels, de la concentration du pouvoir au Canada? John Bulloch devrait davantage se soucier des conséquences des cartels que de chercher à donner aux travailleurs des emplois rémunérés en-dessous du salaire minimum en proposant ensuite que le gouvernement comble l'écart avec le salaire minimum provincial. D'autre part, le gouvernement fédéral recrute une escouade de 700 personnes chargées de harceler les chômeurs. Les victimes sont tenues pour responsables de problèmes qu'elles n'ont pourtant pas causés.

Cette attitude ambiguë est à l'origine du cynisme que les Canadiens manifestent à l'égard de la politique et des politiciens. Vous dites une chose au cours de la campagne et, une fois au pouvoir, vous dites et vous faites le contraire. Il faut que la politique et les politiciens fassent preuve d'une certaine cohérence. Les Canadiens ont rejeté quelqu'un qui a beaucoup nui à la crédibilité des dirigeants politiques. Au cours de la campagne électorale de 1974, nous avons vu Pierre Trudeau se prononcer contre le contrôle des salaires proposés par Robert Stanfield. Lorsqu'il a été élu avec une majorité en 1974, il a instauré le contrôle des salaires. Il y a également l'exemple de la taxe d'accise de 18c. sur le gallon d'essence. Il est vrai que nous avons présenté le sous-amendement qui a causé la chute du gouvernement Clark. C'est vrai, nous l'avons fait. Il avait la responsabilité de gouverner et il n'a pas su le faire. Mais les libéraux ont protesté contre la taxe d'accise de 18c. le gallon pendant toute leur campagne et, une fois qu'ils ont été au pouvoir, ils ont imposé une taxe bien supérieure, soit de 54c..

Nous espérons en avoir terminé avec tout cela lorsque Pierre Trudeau et les libéraux ont été chassés du pouvoir, mais nous voyons renaître la même attitude. Ce n'est pas sain pour le Canada et les jeunes Canadiens.

Nous avons ensuite l'exemple de la Colombie-Britannique. C'est une autre clique qui la dirige, un gouvernement créditiste. Il s'est attaqué au déficit. Chose étonnante, son budget de 1983 était formulé à peu près de la même façon que l'exposé que nous avons entendu ici. Je voudrais simplement vous citer certaines phrases et vous me direz si vous les avez déjà entendues avant. Par exemple: «Si nous ne comprimons pas sérieusement les dépenses, la reprise pourrait être très lente. En fait, elle pourrait vaciller ou même s'effondrer.» Une autre phrase: «La stratégie que doit suivre la Colombie-Britannique est claire. C'est seulement en insistant sur l'austérité et la productivité que les secteurs public et privé comprendront une réalité fondamentale, à savoir que la prospérité se mérite.» Ou: «Il est indispensable de reconnaître que nous ne prenons pas ces mesures d'austérité pour le simple plaisir de le faire, mais pour assurer la reprise économique et pour en revenir à une prospérité méritée.» Ou encore: «Le budget prévoit les mesures nécessaires pour limiter la taille et le poids de l'administration, afin que le secteur privé puisse fonctionner dans le climat voulu pour que la reprise encore fragile se confirme.» Voilà ce qu'ils ont dit lorsqu'ils se sont attaqués au budget. Telles sont les phrases qu'ils ont employées. Cela me rappelle beaucoup ce que nous avons entendu ici depuis trois semaines environ.